



Une newsletter mensuelle

Vol 06 - Numéro 10
Octobre 2025

The Bottom Line

SOMMAIRE

Fiscalité Directe **2**

Fiscalité Indirecte **3**

Droit des Sociétés **4**

L'essentiel pour les CFO **5**

Fusions & Acquisitions **6**

Actualités Récentes **7**

Glossaire **8**

À Propos **9**

MÉTRIQUES

Indices

BSE SENSEX	80,268	0.57%	▲
NSE NIFTY50	24,611	0.75%	▲
NASDAQ Composite	22,660	5.61%	▲
NIKKEI 225	44,933	5.18%	▲

Devises

USD/INR	88.17	-0.76%	▼
Euro/INR	103.04	-1.17%	▼
GBP/INR	119.08	-0.32%	▼
JPY/INR	0.60	-0.18%	▼

Note: L'évolution d'un mois sur l'autre au 30 septembre 2025 est indiquée en pourcentage.
Source: NSE.com, BSE.com, NASDAQ.com, NIKKEI.com, Investing.com



FISCALITÉ DIRECTE

Circulaires / Notifications

Prorogation du délai de dépôt du Tax Audit Report

Le CBDT a prolongé la date limite de dépôt du Tax Audit Report pour les sociétés et trusts en vertu de la Income-tax Act pour l'exercice fiscal 2025-26, du 30 septembre au 31 octobre 2025.

Circular no. 14 of 2025 dated September 25, 2025

Décisions judiciaires

Ajustement en matière de prix de transfert non requis en l'absence de preuve d'un accord de partage des coûts relatifs aux dépenses de publicité et de marketing

Le Tribunal a rendu une décision majeure en faveur d'une société multinationale de produits cosmétiques, en annulant un ajustement de prix de transfert portant sur les dépenses publicitaires et marketing pour l'exercice 2021-22. L'administration soutenait que les dépenses de marketing importantes engagées en Inde constituaient une transaction internationale au bénéfice de la société mère étrangère du groupe, justifiant ainsi un ajustement de pleine concurrence. Le Tribunal a rejeté cette approche, considérant que les dépenses de marketing engagées exclusivement dans le cadre des opérations commerciales domestiques ne sauraient être qualifiées de transactions internationales au seul motif que la société opère sous licence de marques déposées. La décision a rappelé que la charge de la preuve de l'existence d'un accord de partage des coûts incombe à l'administration, et que de simples

présomptions ne suffisent pas à établir une relation contractuelle.

L'Oréal India (P.) Ltd. (Mumbai ITAT)

Les remboursements de salaires pour employés détachés ne sont pas imposables en tant que fees for technical services

La Haute Cour a confirmé la position de l'ITAT, rejetant le recours de l'administration fiscale, qui avait jugé que les remboursements de salaires versés à des entités étrangères au titre d'employés détachés ne constituent pas des fees for technical services au sens de la loi indienne ni de la DTAA applicable. Le tribunal a considéré que ces paiements correspondent à de simples remboursements effectués dans le cadre d'une relation employeur-employé, sans élément de revenu imposable en Inde. L'administration arguait que ces services remplissaient les conditions des FTS au titre de la loi et du DTAA; cependant, la Cour a jugé qu'aucune question de droit substantielle ne se posait.

Cette décision confirme que les récupérations de coûts transfrontalières liées à des détachement d'employés ne relèvent pas du régime FTS.

Goldman Sachs Services Pvt. Ltd. (Karnataka High Court)

Les trusts privés également éligibles à l'exonération prévue à l'article 54F

Le Tribunal a confirmé la décision du Commissioner (Appeals) accordant à un trust privé l'exonération prévue par la section 54F sur les plus-values à long terme issues de la vente de biens résidentiels. Il a précisé que le trust était non caritatif, donc

Prorogation du délai de dépôt du Tax Audit Report

Ajustement en matière de prix de transfert non requis en l'absence de preuve d'un accord de partage des coûts relatifs aux dépenses de publicité et de marketing

Les remboursements de salaires pour employés détachés ne sont pas imposables en tant que FTS

voyait ses revenus imposés dans les mains de bénéficiaires identifiés. Le Tribunal a souligné que le trust ayant réinvesti les gains dans un bien résidentiel, l'exonération ne saurait être refusée au motif que l'article 54F ne s'applique qu'aux particuliers ou aux HUF. Il a ajouté que les bénéficiaires auraient bénéficié de cette exonération si le trust n'avait pas existé.

Merilina Foundation (Delhi ITAT)



FISCALITÉ INDIRECTE

Circulars / Notifications / Press Releases

Rationalisation des tranches de taux de GST

Suivant les recommandations de la 56^e réunion du GST Council, la tranche de 12% a été supprimée et les taux réajustés à 5% ou 18%. Une nouvelle tranche de 40% remplace celle de 28%, à laquelle s'ajoutait la Compensation Cess. Ces nouveaux taux sont applicables depuis le 22 septembre 2025, selon les différentes notifications publiées par le gouvernement.

Notification Nos. 09-17/2025-Central Tax (Rate) dated September 17, 2025

Allègement de la fiscalité sur les remises postérieures à la vente

Des clarifications ont été publiées afin de simplifier le traitement des post-sale discounts pour les contribuables. Désormais, le bénéficiaire n'est plus tenu de reverser le crédit de taxe correspondant à la remise accordée au moyen de financial ou commercial credit notes. Les remises accordées par un fabricant à son distributeur ne peuvent plus être considérées comme une contrepartie pour des activités de promotion commerciale. En outre, il n'est plus obligatoire que la remise postérieure à la vente soit prévue par un accord signé avant ou pendant la date de livraison..

Circular No. 251/08/2025-GST dated September 12, 2025 & 252/09/2025-GST dated September 23, 2025

Exonération de dépôt de la déclaration annuelle

Les entreprises enregistrées dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 20 millions INR sont dispensées du dépôt de la déclaration annuelle pour l'exercice 2024-25.

Notification No. 15/2025-Central Tax dated September 17, 2025

Mise en application de certaines dispositions du Finance Act, 2025

Certaines modifications du Finance Act, 2025 sont entrées en vigueur le 1^{er} octobre 2025, notamment :

- (i) Aucun ITC ne peut être réclamé pour les biens ou services liés à la construction de bâtiments, même s'il s'agit d'« installations industrielles », avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2017.
- (ii) Aucune réduction de la taxe due n'est acceptée sur des credit notes si le bénéficiaire n'a pas annulé le crédit correspondant.
- (iii) Le dépôt de 10 % du montant de la pénalité est désormais requis avant tout appel d'une décision relative uniquement à une pénalité.
- (iv) Mise en place d'un système de traçabilité (trace & track) pour certains biens.
- (v) Les livraisons de biens effectuées depuis une ZES vers l'exportation ou vers une DTA ne sont plus considérées comme des « supplies » au sens du GST.

Notification No. 16/2025-Central Tax dated September 17, 2025

Procédure d'appel devant le Appellate Tribunal

Avec la création du Appellate Tribunal, les délais de dépôt des recours sont :

- (i) pour les décisions communiquées avant le 1^{er} avril 2026, avant le 30 juin 2026 ;
- (ii) pour celles communiquées à compter du 1^{er} avril 2026, 3 mois à compter de la date de communication.

Certains recours spécifiques seront instruites exclusivement par la

Rationalisation des tranches de taux de GST

Allègement de la fiscalité sur les remises postérieures à la vente

La recommandation d'étudiants à des universités étrangères constitue une exportation de services

Principal Bench du Appellate Tribunal.

Notifications dated September 17, 2025 by the Ministry of Finance

DIN non requis dans certains cas

Lorsqu'une communication émise par le département de la GST via le système eOffice du CBIC comporte un numéro unique automatique (« Issue number »), la mention du DIN n'est pas obligatoire.

Circular No. 252/09/2025-GST dated September 23, 2025

Décisions judiciaires

La recommandation d'étudiants à des universités étrangères constitue une exportation de services

Recommander des étudiants indiens à des universités étrangères est officiellement reconnu comme un export de services, le lieu de prestation étant considéré hors de l'Inde.

KC Overseas Education Pvt Ltd (Supreme Court of India)

DROIT DES SOCIÉTÉS ET LÉGISLATIONS CONNEXES

Circulaires / Notifications

Taux d'intérêt sur les prêts, Amendment Directions, 2025

La RBI a modifié les règles relatives aux taux d'intérêt sur les prêts, applicables à partir du 1^{er} octobre 2025.

Les principales évolutions sont :

- Les banques peuvent désormais réduire "other spread" (marge supplémentaire) avant l'expiration du délai minimum antérieur de 3 ans, afin de fidéliser leurs clients, sous réserve de politiques équitables.
- Les emprunteurs ne bénéficient plus automatiquement de l'option de passage à un taux fixe lors des révisions ; cette option peut toutefois être offerte par la banque.

Ces modifications offrent une plus grande flexibilité tant aux banques qu'aux emprunteurs dans la fixation des taux d'intérêt.

Notification no. RBI/2025-26/83 DOR. CRE.REC.51/13.03.00/2025-26 dated September 29, 2025

Prorogation du délai de dépôt des formulaires DIR-3 KYC par le ROC

Le MCA a prolongé la date limite de dépôt des formulaires DIR-3 KYC et DIR-3 KYC WEB sans pénalité jusqu'au 15 octobre 2025. Le DIR-3 KYC constitue une obligation annuelle, permettant à tous les administrateurs de mettre à jour leurs informations KYC auprès du ROC afin de maintenir leur statut actif. Cette extension accorde un délai supplémentaire aux administrateurs ayant manqué la date initiale, leur permettant

d'éviter les pénalités tout en restant en conformité avec les exigences réglementaires du MCA.

General Circular No. 04/2025 dated September 29, 2025

Extension du dispositif de fusion simplifiée : modification des Companies (Compromises, Arrangements & Amalgamations) Rules, 2025

Le Companies Act, 2013 régit les fusions via la Section 233, permettant des fast-track mergers entre petites entreprises ou entre une holding et sa filiale en propriété exclusive. Le MCA peut élargir les sociétés éligibles par le biais de règles spécifiques. En 2021, les start-ups ont été incluses dans le processus fast-track. En 2024, les règles ont autorisé les reverse flip mergers entre sociétés holding étrangères et filiales indiennes. Suite au Budget 2025, les règles ont été amendées pour élargir l'éligibilité selon la Rule 25, autorisant les fusions/scissions fast-track pour :

La RBI met à jour les règles sur les taux d'intérêt et les marges de prêts

Le MCA prolonge la date limite de dépôt du formulaire DIR-3 KYC au 15 octobre 2025

Le MCA élargit le champ d'application des règles de fusion simplifiée

- Sociétés non cotées (hors Section 8) répondant aux seuils financiers ;
- Sociétés holding et filiales (hors cédantes cotées) ;
- Filiales de la même société holding (hors cédantes cotées).

Notification no. G.S.R. 603(E) dated September 4, 2025



L'ESSENTIEL POUR LES CFO

Un cadre pour une utilisation responsable et éthique de l'IA publié par la RBI

Le rapport FREE-AI de la RBI met en avant l'évolution rapide de l'intelligence artificielle et de son usage dans le secteur financier. Il identifie d'importantes opportunités en matière d'inclusion, d'efficacité et d'innovation, tout en soulignant les risques de biais, d'opacité, de cybersécurité et de vulnérabilité systémique. Le rapport propose sept principes directeurs, ou Sutras : trust, people-first, innovation, fairness, accountability, explainability et resilience, et recommande 26 mesures regroupées en six piliers : Infrastructure, Policy, Capacity, Governance, Protection et Assurance. Le rapport insiste sur le développement de modèles d'IA locaux, l'adoption de politiques encadrées et validées par les conseils d'administration, le renforcement des contrôles de cybersécurité et d'audit, ainsi que la mise en place de "sandboxes" d'innovation afin de garantir une intégration responsable, éthique et inclusive de l'IA dans l'écosystème financier indien.

Amendement des réglementations ICDR par la SEBI

Les réglementations SEBI ICDR (2nd Amendment), 2025 introduisent plusieurs révisions notables. L'obligation de détention dématérialisée s'étend désormais aux principaux dirigeants, administrateurs et actionnaires vendeurs, et non plus seulement aux promoteurs. La période de détention ouvrant droit à l'exemption OFS inclut désormais les actions converties à partir de titres obligatoires convertibles. L'assouplissement du Minimum Public Shareholding (MPC) s'applique désormais à toutes les entités

spécifiées, et non plus uniquement aux promoteurs, sous certaines conditions. Concernant le Social Stock Exchange (SSE), la définition des NPOs a été élargie, les activités de levée de fonds étendues, et un nouvel organisme d'évaluation, le SIAO, a été introduit. Enfin, les exigences de divulgation dans les documents d'émission ont été rationalisées, recentrées sur les risques matériels, les données financières synthétiques et les informations clés sur le personnel.

Nouvelles orientations pour l'adoption et la transition vers l'ISSA 5000

Le IAASB a publié deux ressources majeures pour faciliter l'adoption et la mise en œuvre de la norme ISSA 5000, effective à compter de décembre 2026. Ces documents comprennent des extraits simplifiés de l'ISSA 5000 pour les missions d'assurance raisonnable et limitée, conçus pour alléger l'analyse réglementaire sans modifier le texte intégral. Le IAASB a également diffusé une FAQ sur les normes ISAE 3000 (Révisée) et ISAE 3410, précisant que ces dernières ne s'appliqueront plus aux missions d'assurance en matière de durabilité une fois ISSA 5000 en vigueur dans les juridictions qui l'adopteront. L'objectif est de garantir une transition fluide et de renforcer l'engagement du IAASB pour une assurance durable, cohérente et de haute qualité à l'échelle mondiale.

Assouplissement des obligations de divulgation pour les filiales sans responsabilité publique

L'International Accounting Standards Board (IASB) a publié des amendements à la norme IFRS 19 (Subsidiaries without Public Accountability – Disclosures). Initialement publiée en mai 2024, cette norme permet aux filiales éligibles d'appliquer les

Le rapport FREE-AI de la RBI définit les principes et piliers d'une adoption responsable de l'IA dans le secteur financier

La SEBI modifie les ICDR Regulations

Les filiales sans responsabilité publique bénéficient d'un allègement élargi des obligations de divulgation

IFRS complètes tout en bénéficiant de réductions de divulgation. Les derniers amendements étendent ces allègements aux nouvelles normes IFRS publiées entre février 2021 et mai 2024, incluant notamment IFRS 18, la réforme fiscale internationale (Pillar Two Model Rules) et les Supplier Finance Arrangements. Ces changements garantissent que l'IFRS 19 reste à jour et applicable jusqu'au 1er janvier 2027.



FUSIONS & ACQUISITIONS

La reclassifications des REITs comme instruments de capitaux propres par la SEBI ouvre la voie à de nouveaux flux d'investissement

Dans une évolution réglementaire majeure, la SEBI a décidé de reclasser les REITs comme instruments de capitaux propres pour les investissements des fonds communs de placement, tout en maintenant les InvITs dans la catégorie hybride. Cette décision marque un tournant stratégique pour les marchés immobiliers indiens et devrait profondément transformer la manière dont les investisseurs, tant domestiques qu'internationaux, allouent leurs capitaux aux actifs liés à l'immobilier.

L'intégration des REITs dans les indices actions permettra aux index funds et aux ETFs de diriger automatiquement

des capitaux vers ces véhicules, assurant ainsi une demande stable et prévisible. Cette évolution devrait accroître la liquidité, stimuler les volumes d'échanges et élargir la participation des investisseurs institutionnels et particuliers.

Pour les gestionnaires de mutual funds, cette mesure apporte également une plus grande flexibilité dans la construction de portefeuille, les REITs pouvant désormais contribuer directement à l'allocation actions. Les InvITs, eux, resteront soumis aux limites applicables aux produits hybrides, ce qui maintient une distinction réglementaire claire entre les deux catégories.

La taille du marché des REITs en Inde a déjà connu une croissance significative. A mi-2025, la capitalisation boursière combinée des REITs et InvITs se chiffre à plusieurs lakh crores de roupies, dont plus de 1 lakh crore pour les seuls REITs,

soutenus par des revenus locatifs stables et un taux d'occupation élevé des actifs immobiliers sous-jacents. Les experts de l'Indian REITs Association et les principaux acteurs du secteur ont salué cette initiative, la jugeant conforme aux standards internationaux et essentielle pour renforcer la participation des investisseurs institutionnels et particuliers.

À long terme, cette mesure devrait accroître les flux de capitaux, diversifier les sources de financement du secteur immobilier indien et encourager la participation de fonds de pension et de fonds souverains, tout en positionnant les REITs comme un véritable placement de référence pour les investisseurs individuels. Cette décision renforce non seulement la crédibilité du modèle REIT, mais consolide également la compétitivité du marché immobilier indien sur la scène mondiale.



ACTUALITÉS RÉCENTES

Entretien exclusif sur NDTV – The Great India-China Reset 2 septembre 2025

Ajay Sethi, Baker Tilly ASA India, était en direct dans le cadre de l'émission "The Great India-China Reset: US Tariffs Bring India & China Closer". Il y a partagé son analyse sur la manière dont l'évolution des politiques commerciales américaines redessine les alliances économiques et sur les implications d'un rapprochement stratégique entre l'Inde et la Chine pour l'économie mondiale.

Conférence ISACA sur l'IA, la cybersécurité et la confidentialité 12 septembre 2025

Baker Tilly ASA India a été partenaire de la conférence organisée par le chapitre ISACA Hyderabad à l'occasion de son 25^e anniversaire, consacrée à l'IA, à la cybersécurité et à la confidentialité. Shrikrishna Dikshit, Baker Tilly ASA India, a pris part à la CISO Roundtable, partageant sa vision sur la gouvernance et la résilience dans l'environnement numérique actuel.

Baker Tilly Leadership Session 2 - "AI as a Game Changer" 12 septembre 2025

Brett Johnstone, CIO de Pitcher Partners, a animé la deuxième session de la série Baker Tilly Leadership sur le thème AI as a Game Changer: Transforming Value Creation, explorant le rôle de l'IA dans la prise de décision stratégique et la redéfinition du service client, ouvrant de nouvelles perspectives sur le futur de la création de valeur.

Conférence Baker Tilly APAC – Hong Kong 16 septembre 2025

Ajay Sethi, Baker Tilly ASA India, a participé à la conférence APAC à Hong Kong, marquée par un esprit de collaboration, des échanges ouverts et une hospitalité chaleureuse qui ont fait de cette rencontre un moment mémorable pour l'ensemble des participants.

Note sur le projet de loi sur l'impôt sur le revenu 24 septembre 2025

Auteurs : Sunil Arora, Bikramjit Singh Bedi, Pankaj Aneja, ASA

La nouvelle Income-Tax Act, 2025, entrant en vigueur le 1^{er} avril 2026, représente bien plus qu'une simple mise à jour législative. Elle offre aux entreprises l'occasion de simplifier, harmoniser et sécuriser durablement leurs positions fiscales. Si la loi apporte de la clarté, son véritable impact dépendra de la capacité des entreprises à s'adapter, avec des structures internes renforcées, une

documentation renforcée et une planification proactive.

Arriérés de réclamations PF 11 septembre 2025

Pankaj Aneja, ASA & Associates LLP, a souligné dans India Today que les principales difficultés d'accès à l'épargne du Provident Fund (PF) résultent d'erreurs de KYC et de différences entre les informations Aadhaar, PAN et bancaires, davantage que d'un manque de fonds..

Fusions et alliances 22 septembre 2025

Sundeep Gupta, Baker Tilly ASA India, a déclaré dans ET CFO que le projet de plateforme de coopération entre cabinets comptable « pourrait être un véritable catalyseur, notamment pour les firmes des villes de niveau II et III », tout en alertant du fait que des différences culturelles, un manque de confiance et des inquiétudes sur l'autonomie pourraient ralentir le processus.



GLOSSAIRE

AI
Artificial Intelligence

AMP
Advertising,
Marketing and
Promotion

AY
Assessment Year

CBDT
Central Board of
Direct Taxes

CBIC
Central Board of
Indirect Taxes

DIN
Document
Identification
Number

DTA
Document
Identification
Number

DTAA
Double Taxation
Avoidance
Agreementt

ETF
Exchange Traded
Fund

FAQ
Frequently Asked
Question

FREE-AI
Framework for
Responsible and
Ethical Enablement
of Artificial
Intelligence

FTS
Fee for Technical
Services

GST
Goods & Services
Tax

HUF
Hindu Undivided
Family

IASB
International
Accounting
Standards Board

IAASB
International
Auditing and
Assurance
Standards Board

ICDR
Issue of Capital
and Disclosure
Requirements

IFRS
International
Financial
Reporting
Standards

InvIT
Infrastructure
Investment
Trust

ISAE
International
Standard on
Assurance
Engagements

ISSA
International
Standard on
Sustainability
Assurance

ITAT
Income Tax
Appellate
Tribunal

ITC
Input Tax Credit

KYC
Know Your
Customer

MCA
Ministry of
Corporate Affairs

MPC
Minimum
Promoters'
Contribution

NPO
Not-for-Profit
Organisation

OFS
Offer For Sale

PAN
Permanent
Account Number

PF
Provident Fund

RBI
Reserve Bank of
India

REIT
Real Estate
Investment Trust

ROC
Registrar of
Companies

SEBI
Securities and
Exchange Board
of India

SEZ
Special Economic
Zone

SIAO
Social Impact
Assessment
Organisation

SSE
Social Stock
Exchange

TP
Transfer Pricing

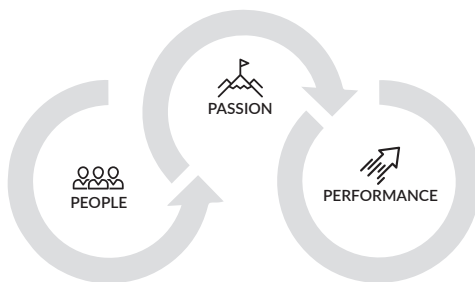
Votre avis nous intéresse.

N'hésitez pas à nous
faire part de vos
commentaires et suggestions
à l'adresse suivante :

french.desk@bakertilly.in

À PROPOS

Un cabinet pluridisciplinaire offrant une gamme complète de services en stratégie d'entreprise, expertise comptable, conseil fiscal ainsi qu'en analyse financière et marketing.



SERVICES

- Comptabilité et soutien aux entreprises
- Assurance
- Conseil aux entreprises
- Automatisation et transformation digitale
- Gestion des risques
- Fiscalité
- Conseil en transactions

Des équipes solidement structurées, spécialisées par domaine, guidées par des professionnels compétents et expérimentés, présents à travers toute l'Inde, afin de garantir un excellent service aux clients.



Baker Tilly ASA India LLP

New Delhi (Corporate Office)

Aurobindo Tower
81/1 Third Floor Adchini
Aurobindo Marg
New Delhi 110 017, INDIA
T +91 11 4100 9999

Ahmedabad

306 - B, Pinnacle Business Park
Corporate Road, Prahlad Nagar
Ahmedabad, 380 015, INDIA
T + 91 79 4891 5409

Bengaluru

53/B, LOLS Citadel Level 2 & 3
1st Main Road, 3rd Phase
Sarakki Industrial Layout
J P Nagar, Bengaluru 560078, INDIA
T +91 80 4907 9600

Chennai

Unit No. 709 & 710,
7th Floor 'Beta Wing'
Raheja Towers, New Number 177
Anna Salai, Chennai 600 002, INDIA
T +91 44 4904 8200

Gurgaon

Time Square Fourth Floor
Block B, Sushant Lok 1
Gurgaon 122 002, INDIA
T +91 124 4333 100

Hyderabad

Vasavi's MPM Grand
11th Floor, Unit No 1204
Yella Reddy Guda Road, Ameerpet
Hyderabad Telangana 500 073, INDIA
T +91 40 2776 0423

Kochi

Pioneer Tower
207-208 Second Floor, Marine Drive
Kochi 682 031, INDIA
T +91 484 410 9999

Mumbai

Lotus Corporate Park
G-1801 CTS No.185/A
Graham Firth Compound
Western Express Highway, Goregaon East
Mumbai 400 063, INDIA
T +91 22 4921 4000

Affiliés Nationaux

Bhubaneswar, Chandigarh, Pune and
Vishakhapatnam

CIN: U74140DL1996PTC078668

ACTUELLEMENT POSITIONNÉ DANS LE TOP 10

DES CABINETS DE COMPTABILITÉ ET DE CONSEIL



70 Associés/
Directeurs

6000+
Clients

1200+
Professionnels
en interne

PRÉSENCE MONDIALE



43,000
Employés



700
Bureaux



143
Territoires



\$5.6 Mds
Chiffre d'affaires



Clause de non-responsabilité : Toutes les précautions ont été prises pour s'assurer que les informations contenues dans ce document proviennent de sources fiables et sont exactes. Toutefois, ce document n'a pas vocation à fournir un conseil juridique, fiscal, comptable ou professionnel de quelque nature que ce soit. Il est recommandé de solliciter un avis approprié avant d'entreprendre toute action sur des sujets spécifiques.